

LA TRIBUNE DES EMPLOYÉS

ABONNEMENT

PARIS... { 3 mois.... 2 fr.
 { 6 mois.... 5

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

ABONNEMENT

DEPTS. { 3 mois... 2 fr. 50
 { 6 mois... 6

On s'abonne à tous les Bureaux de Messageries.

Tout ce qui concerne la Tribune des Employés doit être adressé au Gérant, rue des Martyrs, 60 (FRANCO).*

L'Union fait la Force.

L'Employé est l'homme qui, moyennant un traitement, met son intelligence, ses connaissances acquises, son temps, à la disposition d'une administration publique ou privée, d'une entreprise commerciale ou industrielle.

En un mot, l'Employé c'est le travailleur de la plume.

Ouvrier par le travail manuel, homme de lettres par la pensée, il tient à la fois de l'artisan et de l'artiste ; il est le lien naturel entre les professions matérielles et les professions libérales.

Ainsi que les autres travailleurs, dont le sort préoccupe avec raison tous les esprits judicieux, l'Employé a le droit de revendiquer sa part dans les améliorations possibles. Malheureusement, il faut le dire, cette classe, si nombreuse et si digne d'intérêt, est restée longtemps en butte à d'injustes préventions. Disséminée, méconnue jusqu'ici, elle a compris enfin que, lorsque des voix éloquentes s'élèvent en faveur de l'artisan, le moment est venu pour elle de se compter, de s'organiser, de plaider sa cause, et d'exposer, elle aussi, ses mécomptes dans le passé, sa confiance et son espoir dans l'avenir.

Il est vrai que l'Employé, habitué à la subordination, n'a jamais éveillé ni la sollicitude des publicistes, ni l'inquiétude des gouvernants : longtemps on a pu passer devant son honorable misère sans détourner la tête, et sans qu'une plainte de sa part protestât contre ce cruel égoïsme.

On sait combien le sort de la plupart des Employés est précaire : pour trois qui parviennent à une position convenable, il en est cent qui, dans un travail sans relâche, ne trouvent même pas le pain quotidien. D'ailleurs, l'Employé malheureux s'isole dans sa détresse, parce que murmurer, c'est se compromettre ; mais se taire, c'est rendre toute réforme impossible. Tel est le mal auquel il fallait un remède.

Déjà plusieurs réunions partielles ont eu lieu ;

d'autres plus nombreuses se préparent. Mais que d'idées utiles étouffées dans ces assemblées, où le trouble et la confusion sont presque inévitables ; que de projets lumineux, mais incohérents ; combien de penseurs timides qui répugnent à parler en public !

Il fallait aux Employés une tribune, un journal qui leur appartint exclusivement : là, les propositions, les motions mûrement pesées, peuvent se produire d'une manière nette et méthodique ; là, elles reçoivent une publicité opportune et facile. L'idée la plus simple en apparence va trouver l'homme intelligent qui doit la féconder ; ainsi s'établit d'une manière sûre et régulière la communion de la pensée.

Voilà le bat de la Tribune.

Ouverte à tous les Employés, elle sera dirigée par une Commission semestrielle de cinq membres, qui prononcera l'admission des articles.

Déjà les démarches qui lui assurent des relations officielles et étendues ont valu à la Tribune des Employés le concours empressé d'une foule d'hommes de cœur, amis de l'ordre et du progrès. Désormais elle peut compter sur des sympathies fraternelles. Elle saura les mériter.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Trois grands mots sur lesquels pivote le mouvement social de 1848, mots sublimes si l'on en comprend bien la portée, et si leur application franche et sincère sait se restreindre dans les limites assignées par la raison.

Inscrite au front des monuments, cette devise doit-elle l'être aussi sur la porte des bureaux ? C'est une question que beaucoup d'entre nous ont déjà posée.

Elle est facile à résoudre.

Pourquoi donc l'Employé ne revendiquerait-il point ses droits à cette triple immunité, donnée

par la République à tous les citoyens, sans acception de classes?

Oui, sans doute, la *Liberté* nous est acquise : elle consistera désormais à faire entendre à nos chefs, d'un ton ferme et respectueux, les réclamations que jusque-là nous osions à peine exprimer d'une voix timide ou murmurer entre nous. Forte de l'appui de tous, elle ira jusque dans les hautes régions administratives combattre ouvertement l'incapacité, le népotisme, la paresse ; elle n'aura plus à craindre une répression brutale ou rancunière, parce que, fondée sur le bon droit et respectant les convenances, il faudra bon gré mal gré qu'on l'écoute.

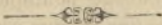
L'*Égalité* devient aussi complète qu'il lui est donné de l'être dans l'ordre physique et moral ; c'est-à-dire que, pour être possible, elle reste relative. Les travaux de chacun étant, ou du moins devant être, à l'avenir, rétribués en raison directe de leur valeur réelle, les divers degrés de l'échelle administrative s'effacent pour tout ce qui n'est point hiérarchie de service, agencement obligé des rouages. Le surnuméraire qui, le 30 du mois, apporte à ses vieux parents 85 fr. 35 cent., doit être, à ses propres yeux comme à ceux de l'administration, l'égal du chef de division, dont l'expérience ou les capacités se payent 8 ou 10 mille francs ; il a droit aux mêmes égards, à la même sollicitude. Cela posé, les révérences traditionnelles disparaîtront des bureaux comme elles sont bannies de l'atelier ; nous cesserons de voir certains Employés suppléer au mérite par de lâches obséquiosités, et il ne sera plus vrai, quoi qu'en dise Beaumarchais, qu'un homme médiocre et rampant puisse arriver à tout.

Pour la *Fraternité*, elle naîtra d'elle-même aussitôt qu'il sera démontré que les petites passions et les intrigues ne peuvent aboutir à rien : une fois convaincus que la force est dans l'union et qu'elle n'est que là, tous s'uniront pour devenir forts, et l'égoïsme aura fait son temps. L'intérêt de chacun étant celui de tous, un passe-droit fait au talent, à l'ancienneté, aux bons services, deviennent un préjudice et une menace pour la corporation entière. Quand le péril est commun, la résistance est un devoir. L'Employé doué d'énergie prend la défense des timides, le fort sauvegarde le faible : le principe doit triompher. Et qui donc, dans de telles conditions, oserait refuser d'apporter à la communauté le tribut de lumières, de moralité, de dévouement qu'elle a le droit d'attendre de chacun, et dont se composera le glorieux faisceau de la *fraternité*? Quel est celui de nous qui ne redoutera pas le jugement de ses pairs avant celui de ses chefs?

Point d'insubordination, elle perdrait notre

cause. Souvenons-nous que la liberté de l'Employé, circonscrite dans une sphère donnée, a pour limite la liberté non moins légitime de son chef. Point d'ordre sans discipline, point de travail sans ordre. Mais en faisant la part d'une juste déférence, que chacun sache conserver sa dignité : elle sera d'autant mieux appréciée qu'il l'aura respectée lui-même.

Concluons. Ce n'est point à la porte, c'est dans l'intérieur du bureau qu'il faut écrire ces trois mots régénérateurs : *Liberté, Égalité, Fraternité*. Ainsi placés sous nos yeux, ils nous rappelleront incessamment et nos droits et nos devoirs.



M. Durat-Lasalle, auteur du *Traité du Droit public administratif*, et de plusieurs autres ouvrages non moins estimés, a bien voulu nous témoigner des sympathies que nous sommes heureux d'obtenir. Sa lettre, qu'on va lire, expose des doctrines appuyées sur la justice et l'expérience ; aussi nous félicitons-nous, dès à présent, d'une collaboration aussi précieuse, et sommes-nous certains que ce sentiment sera partagé par tous nos camarades.

A Messieurs les Gérants de la *Tribune des Employés*.

« Messieurs,

« Vous m'avez fait l'honneur de me demander si je voudrais concourir à vos efforts pour améliorer l'ordre administratif. Je me suis trop occupé, dans mes ouvrages, du régime intérieur des administrations centrales et départementales pour n'être pas jaloux de vous faire part de mes travaux. Les règles actuelles d'admission, dans les ministères surtout, me paraissent ne devoir être conservées sous aucun rapport : leur application, depuis quelques années, a prouvé qu'elles ne faisaient que masquer de nouvelles portes ouvertes à la faveur.

« Je partage, à l'égard de l'administration, l'opinion des grands maîtres de l'Allemagne ; tout candidat devrait justifier de grades universitaires, avoir suivi des cours dans une faculté de droit administratif, concourir ensuite à des emplois de surnuméraires rétribués, et être définitivement commissionné, après un examen public. Enfin le personnel de l'administration ne saurait être livré, comme par le passé, à l'arbitraire ; on doit assurer l'avancement et l'état des Employés par des décrets et des arrêtés ; ils doivent être convenablement rétribués et leur nombre diminué ; enfin

leurs droits à une pension de retraite ne sauraient être mis en question, mais être basés sur les principes de la loi de 1790. C'est au fur et à mesure que des emplois viendront à vaquer que l'on devra procéder en attendant, respecter les droits acquis, et craindre d'interrompre les services, par des réformes trop promptes.

« Enfin, monsieur, je serais d'avis que les Employés des administrations centrales fussent rattachés au personnel des services qu'ils dirigent, et qu'on pût, par des mutations, apporter souvent les lumières du centre à la circonférence, et *vice versa*.

« Je n'admets dans les administrations centrales qu'un seul personnage politique, c'est le ministre ; je désirerais que chaque commis pût parvenir au poste de sous-secrétaire d'Etat, si sa conduite et ses talents l'en rendaient digne.

« La République, plus qu'aucune autre forme de gouvernement, a besoin d'une administration forte, éclairée et assez indépendante pour être inaccessible à la corruption.

« Au faite de l'administration se trouve naturellement le conseil d'Etat. Comme cour d'appel des décisions ministérielles, ce corps n'a jamais offert de garanties; il n'en offrira jamais aux administrés, tant qu'il conservera son organisation actuelle, tant que celle-ci différera de la justice commune.

« Je suis bien occupé par mes travaux ordinaires, mais le but que vous vous proposez est trop louable pour que je ne vous apporte pas le tribut de mes études et de ma vieille expérience.

« Agréez, etc.

« L. DURAT-LASALLE. »

Paris, 25 mars 1848.

A MM. les Gérants de la *Tribune des Employés*.

MESSIEURS,

J'applaudis de tout mon cœur à l'heureuse idée que vous avez eue de créer un journal consacré à défendre les intérêts des Employés. Mais il faut faire plus : que les Employés s'associent, s'organisent. Je proposerais comme modèle de statuts ceux de la Société des Artistes dramatiques. Le fonds produit par les cotisations mensuelles serait destiné à secourir les Employés malades et sans emploi. Depuis longtemps j'appelaï de tous mes vœux le jour où cette classe intéressante de la société mettrait enfin en pratique le principe fécond de l'association. Le gouvernement actuel s'occupe beaucoup des ouvriers; mais les Employés forment une classe aussi digne de son intérêt : toutes les classes ont droit à une égale protection. Que sont

en général les employés? des jeunes gens qui ont reçu une éducation distinguée et qui possèdent de l'instruction. Ne serait-il pas honteux, dans une société civilisée, où la liberté favorise le progrès, qu'un homme, aux sentiments élevés et à l'esprit cultivé, soit un paria. Le sort des ouvriers est plus heureux que celui des Employés. Combien y en a-t-il qui, dans leur lutte contre la misère, n'ont pas quelquefois maudit cette éducation, cette instruction qui les avait rendus plus sensibles aux humiliations de la pauvreté? oui, ils enviaient l'ouvrier habitué aux fatigues et aux privations, car l'ouvrier a des bras vigoureux, et des bras sont plus faciles à utiliser que des connaissances acquises pendant huit années sur les bancs des collèges. Le salaire des ouvriers est plus élevé que le salaire des Employés. Qu'il n'y ait plus d'isolement. Nous nous considérons comme des ouvriers; nous réclamons la même protection. Les ouvriers sont forts parce qu'ils sont unis.

Eh bien! comptons-nous, unissons-nous par les liens d'une sainte fraternité; formons un faisceau que rien ne pourra briser.

Je propagerai votre journal dans mon bureau, et je contribuerai de tous mes efforts à sa prospérité; comptez sur mon dévouement à la chose commune.

Salut et fraternité.

B. DE R....., employé.

Réunions des Employés des Ministères.

Une première assemblée des Employés de tous les Ministères a eu lieu à l'École de Médecine. Cette assemblée n'a pas eu de résultat positif. Une seconde a eu lieu samedi dernier au Palais des Beaux-Arts; cette fois il a été décidé qu'il serait fait choix d'un certain nombre de délégués, dans chaque ministère, pour préparer et diriger la discussion sérieuse des intérêts de toute nature des Employés des Administrations publiques. Il eût été à désirer que cette résolution fût prise dès le premier jour; mais nous ne doutons pas que, sous la direction des délégués, la question ne marche rapidement.

Nous attendons toutefois le résultat de cette mesure qui, dans toutes les réunions de ce genre, est la première à prendre. Notre mission n'est pas de montrer la route à suivre; nous nous bornons à l'étudier et à nous faire les interprètes des résolutions prises, l'écho des questions posées dans les assemblées.

Nous croyons pourtant devoir appeler l'attention

des délégués sur un point essentiel. Assurément, les employés du Service actif ne seront pas oubliés; mais eux aussi doivent apporter leur pierre à l'édifice. Éloignés de la métropole, membres militants de la grande famille, leurs intérêts sont les mêmes que ceux de leurs collègues du centre. Leurs propositions peuvent et doivent être accueillies par les délégués.

Quant à la *Tribune*, elle recevra avec empressement leurs communications, et les portera, par la publicité, à la connaissance des colons disséminés dans les départements. Que de tous les points de la circonférence les membres de la Colonie répondent à notre appel.

Depuis longtemps ils éprouvaient la nécessité de centraliser leurs pensées d'amélioration et de progrès. Désormais il ne tiendra qu'à eux que ce vœu se réalise. Qu'ils viennent à nous en frères, ils sont certains d'être accueillis.

Aux Commis du commerce et de l'industrie.

A peine la *Tribune des Employés* a-t-elle fait acte d'existence, qu'un grand nombre d'adhésions lui ont été adressées par des Employés de différentes maisons de commerce, de banque ou d'industrie de Paris et des départements. Quelques-uns ont en outre écrit au comité de rédaction, pour le prier de s'occuper d'un projet d'organisation du travail des commis, lequel projet serait ensuite débattu dans des assemblées générales, et soumis à la commission du gouvernement pour les travailleurs.

Une telle initiative ne saurait appartenir, en aucune façon, à la *Tribune des Employés*. Ce journal, comme l'indique son titre, accueille les propositions, les réclamations, les articles de ses abonnés, et leur donne la plus grande publicité. Il appelle la discussion, l'éclaire autant qu'il est en lui, et s'efforce d'en déduire la conclusion la plus équitable et la plus logique.

Quant à la question qui nous est soumise, et qui avait déjà occupé le comité de rédaction, plusieurs projets nous ont été adressés; mais on conçoit que, pour embrasser dans son ensemble et dans ses détails un travail aussi complexe, il faut se livrer à une étude approfondie de la situation et des conditions d'existence de la classe des Employés du commerce et de l'industrie; car pour les autres, pour les commis des administrations publiques, nous aurons à examiner le

mode d'admission, de classement, d'avancement et de retraite en usage dans chacune de ces diverses administrations.

Nous pouvons toutefois indiquer dès à présent les opérations préliminaires sur lesquelles est basé le système qui nous a paru le plus plausible;

1° Recensement général de tous les Employés du commerce et de l'industrie, effectué à Paris par une commission de trente-six membres, se partageant les douze arrondissements;

2° Classement et inscription de ces Employés sur des registres comprenant les noms, âges, lieux de naissance, fonctions et traitements actuels, antécédents, position d'activité ou de non activité, etc., suivant les catégories ci-après :

I. Banquiers, négociants, commissionnaires, compagnies d'assurances, etc.

II. Fabricants et marchands appartenant à l'industrie des métaux.

III. Fabricants et marchands appartenant à l'industrie des bois.

IV. Fabricants et marchands appartenant à l'industrie des tissus, des soieries, cotons, laines, lins, etc.

V. Pharmaciens, épiciers, droguistes, fabricants de produits chimiques, commerce des liquides, etc.

VI. Mécaniciens, constructeurs, etc.

VII. Libraires, papetiers, marchands d'estampes, etc.

VIII. Commerce des céréales, farines, etc.

IX. Industries diverses, non comprises dans les catégories précédentes.

3° Suppression des bureaux de placements, de ces coupe-gorges où vont s'engloutir les dernières ressources de l'Employé que de malheureuses circonstances jettent sans place sur le pavé de Paris.

4° Etablissement dans chaque mairie d'un bureau de renseignements, où les chefs d'établissement pourront au besoin venir consulter les registres et déposer leurs demandes d'Employés.

5° Enfin fixation d'un minimum de traitement.

Il faut que l'Employé vive de son travail.

Ne voit-on pas souvent dans la même maison un homme de peine recevoir 2 francs 50 à 3 francs par jour, tandis que des commis ne touchent que 50 à 60 francs par mois? Pourquoi cette différence? Est-ce parce que, pendant sept ou huit ans, la famille du commis a dû s'imposer des sacrifices plus ou moins lourds pour lui faire acquérir les connaissances nécessaires à sa profession? Est-ce parce que sa position l'oblige à une manière de se vêtir, de se loger, de vivre enfin, trois fois plus coûteuse.

Il y a dans cette seule circonstance une iniquité

flagrante, et tous nos efforts doivent tendre à la faire disparaître. C'est dans ce but que nous faisons un appel à tous les Employés du commerce et de l'industrie, afin de réunir les éléments d'une statistique aussi exacte que possible de la classe nombreuse aux intérêts de laquelle nous nous sommes, dès à présent, voués sans réserve.

EL. B.

On lit dans un journal :

« Parmi les projets soumis au gouvernement provisoire pour prévenir désormais les abus du népotisme en ce qui concerne la distribution des emplois dans les administrations publiques, et en même temps pour améliorer, autant que possible, la position aujourd'hui si précaire des employés, nous signalerons celui qui contient les dispositions suivantes :

« 1^o Le nombre actuel des employés des administrations publiques sera réduit d'un tiers. Cette réduction s'opérera au fur et à mesure des vacances survenues par suite des suppressions d'emplois, des révocations pour motifs légitimes, des mises à la retraite et des démissions ;

« 2^o Nul ne pourra être admis dans une administration publique qu'à la suite d'un examen public dont le programme sera publié six mois d'avance ;

« 3^o Les candidats reçus seront astreints à un surnumérariat de deux ans au moins ;

« 4^o Nul ne sera admis à concourir à l'examen d'admission, s'il ne justifie du diplôme de bachelier ès-lettres pour l'emploi d'expéditionnaire ou de commis d'ordre, et du diplôme de licencié en droit pour l'emploi de rédacteur ;

« 5^o Aucun avancement ne sera donné qu'à la suite d'un nouvel examen, dont le résultat sera combiné avec les notes fournies par les chefs de service sur l'aptitude et le travail des candidats ;

« 6^o Aucune révocation ne pourra être prononcée par le ministre que sur le vu d'une délibération prise, l'Employé entendu par un conseil de famille, dont les membres seront annuellement nommés par les Employés. »

Nous nous proposons d'examiner dans un prochain numéro chacune de ces dispositions, dont l'application, si elle était étendue à toutes les administrations publiques, aurait pour résultat d'exclure une foule de citoyens très capables.

La création d'une Faculté de droit adminis-

1 On ne comprend pas bien la nécessité de ce diplôme chez l'expéditionnaire, à qui une belle écriture et de l'orthographe suffiraient à la rigueur.

(Note de la Tribune.)

tratif, la production par les candidats de certificats d'études aux cours spéciaux afférents aux différentes branches de l'administration, nous paraîtraient offrir des garanties beaucoup plus positives que les diplômes de bachelier ès-lettres ou de licencié en droits.

N'y aurait-il pas aussi une souveraine injustice à exiger des candidats admis au concours un surnumérariat de deux ans ? Cette disposition exclut nécessairement les citoyens sans fortune qui ne peuvent vivre que par le travail ; elle est essentiellement opposée à l'esprit républicain dont l'influence doit s'étendre à toutes les institutions.

Le candidat jugé capable de remplir un emploi doit recevoir le prix de son travail ; c'est de la plus étroite justice.

Les besoins du gouvernement sont connus. Personne n'ignore les nécessités qui le pressent. Il faut, à tout prix, ramener l'ordre dans les finances, obérées par les dilapidations de la monarchie. De tous côtés, les gens de cœur s'imposent des sacrifices, et chaque jour nos colonnes sont remplies de leurs offrandes. Des mesures pénibles, mais légitimées par les circonstances, ont été prises, et n'ont rencontré aucune opposition. Des impôts extraordinaires ont été décrétés, et ceux qu'ils frappent s'y soumettent sans résistance et sans murmure.

Il eût été beau que l'administration donnât l'exemple. Au lieu de le donner, elle l'a reçu. N'est-il pas juste au moins qu'elle le suive ?

Quoi ! le revenu de chaque citoyen diminue, et les appointements des fonctionnaires publics ne diminueraient pas ? N'est-ce donc pas, en partie, pour payer ces fonctionnaires que l'État impose de si lourdes charges à tout le monde ?

On cherche tous les moyens d'élever la recette au niveau de la dépense, et l'on négligerait ce moyen si simple et si rationnel de diminuer la dépense !

Nous le savons : il y a beaucoup de fonctions utiles, mais modestes, mais obscures, et qui ne donnent à l'Employé, en échange de son travail, que ce qui lui est absolument nécessaire pour vivre et pour soutenir sa famille. Ce n'est point de ceux-ci que nous parlons. Loïn de nous la pensée cruelle de disputer au serviteur de l'État le morceau de pain dont il se nourrit.

Mais, au-dessus des employés subalternes, il y a l'état-major administratif, chefs de bureau, chefs de section, chefs de division, hauts fonctionnaires de toute espèce. Beaucoup d'entre eux touchent des appointements considérables, et qui

Peuvent être réduits sans injustice. Aucun d'eux n'aurait le droit de se plaindre, si on leur imposait momentanément une retenue proportionnelle.

Dans l'avant-dernière session de la chambre des députés, M. de Castellane, ministériel déclaré, pritchardiste et peut-être satisfait, reprochait pourtant au gouvernement d'avoir multiplié démesurément les fonctionnaires. — Vous en avez, disait-il, quarante mille de plus que la restauration, et pourtant la France n'est pas plus grande que sous la restauration et n'est pas mieux administrée.

L'arbre administratif est donc surchargé de branches parasites qui l'étouffent, qui l'épuisent, et qu'il faut émonder.

Voilà donc trois mesures qui nous paraissent absolument nécessaires : 1^o supprimer les fonctions inutiles; 2^o réduire les gros appointements; 3^o frapper d'une retenue proportionnelle, au moins pour cette année, tous les appointements qui, sans être excessifs en temps ordinaire, dépassent la juste limite des besoins de l'Employé. Nul n'a le droit d'avoir du superflu, lorsque tant de gens manquent du nécessaire.

Nous adjurons les chefs de toutes les administrations de donner sans retard les ordres nécessaires pour arriver à ce résultat. Qu'ils procèdent à cette opération indispensable avec mesure, — nous ne désirons d'excès en aucun genre, — mais avec justice et fermeté. Qu'ils se défient de leur entourage, trop intéressé dans la question pour n'être pas suspect. Qu'ils voient par leurs yeux, qu'ils jugent selon leur conscience. La raison publique attend d'eux cet acte de justice, et, s'ils en ont besoin, elle les aidera à l'accomplir.

(National.)

A l'heure qu'il est, la plus profonde consternation règne parmi les petits Employés d'administration.

Il serait question, dit-on, de nombreuses destinations. Mais ne répugne-t-il pas de croire, même de supposer, que de pareils projets aient jamais été conçus? Agir de la sorte, ne serait-ce pas tomber dans l'excès le plus déplorable, celui que l'on avait le plus justement à reprocher à un gouvernement corrompue? Non, il ne peut en être ainsi : la République est trop grande, trop généreuse pour retirer au père de famille le pain qu'un modeste emploi lui procure, et sans lequel il se verrait réduit à la mendicité. Liberté, égalité, fraternité, voilà la devise qui doit rassurer tous les esprits. Que le gouvernement lui-même proteste au nom de sa

devise contre ces bruits qui ne peuvent être répandus que par ses ennemis.

Qu'on supprime les cumuls, qu'on retraite ceux qui y ont des droits, rien de mieux ! c'est justice ; on pourra récompenser alors les services rendus sans s'exposer peut-être à de justes regrets en plongeant dans la misère des familles entières.

(Démocratie pacifique.)

La curée des places.

On a reproché au gouvernement provisoire l'âpreté avec laquelle certaines gens étaient accourus à la curée des places, profitant de la panique et du désordre de la lutte pour usurper les plus hautes fonctions.

On a bien fait d'attirer sa vigilance sur ce point important : dans tout emploi qui n'a pas une acception politique, les préférences pour les gens qui se disent du parti sont évidemment des fautes. Les seuls titres à la préférence sont la capacité et la probité. — Déjà plusieurs changements, plusieurs démissions ont prouvé que plus d'un nouvel élu s'était rendu justice à lui-même.

Disons-le : nous attendons un grand bien, pour l'administration de la chose publique, de la nécessité absolue où se trouveront désormais les fonctionnaires de remplir entièrement leur mandat.

Il faut que le *far niente*, devenu proverbial, des chefs de bureau, fasse place à un travail loyal et consciencieux.

Un des griefs les plus sérieux du pays contre l'ancien gouvernement, c'était la multitude des sinécures ; et non-seulement les loisirs que se donnaient les détenteurs de ces soi-disant emplois volaient la nation de leur temps et de leur traitement, mais, à tort ou à raison, les Employés qui travaillaient sous eux s'autorisaient de leur exemple pour ne rien faire.

Il faut dire aussi, pour être juste, que nombre des Employés subalternes ne recevaient point le minimum d'appointements déterminé par la loi : de là un découragement qui, joint au mécontentement causé par les *tours de faveur*, faisaient des bureaux de l'Etat de véritables couvents peuplés de rivalités et d'ennui.

Il faut que les fonctions publiques présentent à ceux qui les exercent des ressources suffisantes, des conditions d'existence tout aussi favorables que les autres sphères d'activité ; mais la sévérité des règlements doit s'accroître en proportion du nombre des agents. Une sorte de discipline militaire doit s'établir là où il y a multitude.

Autrement l'Etat n'aurait à son service que tous les hommes incapables de gagner leur vie ailleurs.

Un journal, examinant les systèmes proposés quant aux salaires, formule les réflexions suivantes, qui peuvent s'appliquer, selon nous, à l'Employé aussi bien qu'à l'ouvrier :

« Il y a deux systèmes pour la fixation des salaires : ou des salaires égaux, ou des salaires inégaux. M. Louis Blanc serait partisan de l'égalité, parce que l'égalité est un principe d'ordre qui exclut les jalousies et les haines. La supériorité d'intelligence, selon lui, ne constitue pas plus un droit que la supériorité musculaire ; elle ne crée qu'un devoir : il doit plus, celui qui peut davantage ; voilà son privilège.

« Assurément ces idées sont on ne peut plus philanthropiques, mais craignons que le siècle ne soit pas à leur hauteur. Comment, en effet, décréter l'égalité des salaires pour les ouvriers, quels que soient leur travail, leur intelligence et leur bonne conduite, en présence d'une organisation sociale où le travail, l'intelligence et la vertu sont des aristocraties recommandées, prônées et récompensées ?

« Depuis le ministre jusqu'au consul, depuis le général en chef jusqu'au soldat, depuis l'amiral jusqu'au matelot, depuis le grand artiste jusqu'au barbouilleur de n'importe quoi, les hommes, les émoluments, le salaire enfin, ne sont-ils pas en proportion du mérite supposé, du talent reconnu ? Le ministre, le général en chef, l'amiral, le grand artiste, sont mieux rétribués que leurs subalternes, et ceux-ci mieux payés que leurs inférieurs.

« Une autre considération mérite, nous le croyons encore, un attentif examen. L'égalité des salaires ne deviendrait-elle pas une injustice flagrante, si l'on payait à un travailleur célibataire le même prix qu'à un travailleur marié, qu'au travailleur père de famille ? Si 5 francs par jour, par exemple, suffisent à un travailleur isolé, ne seront-ils pas au-dessous des besoins d'un travailleur ayant femme et enfants ? Que devient l'égalité du salaire devant cette inégalité de charges ? Il faudra donc établir des prix différents et proportionnels ? Et comment les établir devant d'autres inégalités de santé, de forces, de besoins ? »

Nous avons déjà émis le vœu que la décentralisation administrative s'opérât en France, dans l'intérêt de l'éducation publique des citoyens et pour la commodité de leur existence.

Quelques-uns, confondant la décentralisation administrative avec la décentralisation politique,

se bouchent les oreilles à ce mot, et crient au fédéralisme.

D'abord nous leur demanderons ce qu'ils entendent par fédéralisme, puisqu'ils en voient le moindre symptôme dans la répartition des rôles administratifs à qui de droit.

Pour nous, — nous continuerons à demander que le gouvernement politique soit fort, bien centralisé, que le pouvoir exécutif soit prompt à délibérer et prompt à agir ;

Et en même temps, et pour des motifs tout différents bien qu'analogues, — qu'il y ait dans chaque département, dans chaque arrondissement, dans chaque commune, les bureaux et les officiers nécessaires, mais strictement nécessaires, à l'expédition des affaires municipales.

Il y a quelques années, on a publié la série des formalités qu'un propriétaire riverain doit remplir, pour être autorisé à se promener dans un bateau à lui.

Pas moins d'une cinquantaine de dépêches et le temps qu'il a fallu aux Grecs pour la prise de Troie !

Que dire d'un passeport dans certaines localités ?

De la perception des contributions directes dans la banlieue ?

De tous les acquits et de toutes les permissions dont nous reconnaissons en partie l'utilité, mais dont nous voudrions voir opérer prestement la délivrance ?

Le despotisme administratif replace ses lunettes après les avoir essuyées, prend la requête d'un air nonchalant, la tourne, la retourne, et l'envoie, à ses heures, d'une officine à l'autre.

La moitié des ennemis d'un gouvernement quelconque, y compris la République, se recrute parmi les *impatientes* et les *petits mécontents*.

(Liberté.)

Dans le rapport fait au gouvernement sur la situation financière de la République, par M. Garnier-Pagès, membre du gouvernement provisoire, nous remarquons le passage suivant :

« La République veut être bien servie : elle rétribuera convenablement ceux qui lui dévoueront leur intelligence et leur temps. Les fonctions publiques seront désormais une carrière véritable où les intelligents, les zélés, les probes n'auront plus à céder tristement le pas aux plus recommandés. — Point de sinécures, peu d'Employés bien payés, tels seront désormais le principe et la règle du gouvernement de la République.

« Je propose donc au gouvernement provisoire de décider, en principe, que le nombre des em-

plais sera réduit dans une large proportion, et que les traitements seront fixés sur de nouvelles bases.

« Voilà, citoyens, l'ensemble des mesures qui me paraissent le plus convenables et le plus efficaces pour empêcher que les espèces ne s'écoulent du trésor avec une dangereuse rapidité. »



FAITS DIVERS.

M. Bobin, décoré de Juillet, nous adresse une brochure qui contient un *Plan complet d'organisation et d'administration du travail et des travailleurs*.

« Sans révolution administrative, point d'organisation du travail, » telle est l'épigraphe qu'a choisie l'auteur. Elle nous semble de bon augure.

Nous rendrons, dans le prochain numéro, un compte raisonné de cet écrit.

— Indépendamment de la somme de 5,784 fr. qu'ils ont déjà versée pour la souscription en faveur des blessés de Février et des ouvriers sans travail, les chefs, sous-chefs et commis de l'administration centrale de la guerre ont fait spontanément l'offre d'une journée de leur traitement du mois de mars, pour concourir à l'allègement des charges qui pèsent en ce moment sur la République.

En faisant la même offre, le général de division Pelet, directeur général du dépôt de la guerre, a déclaré qu'à partir du 1^{er} avril courant il renoncerait au quart de son traitement actuel pendant tout le temps que dureront les besoins de l'État.

— Les Employés du ministère de l'agriculture et du commerce viennent d'offrir à la République, à titre de don patriotique, le montant d'une journée de leurs appointements. Dans le total, les huissiers, garçons de bureau et gens de service ont concouru pour une somme de 105 francs.

— Les fonctionnaires et Employés du ministère de la justice ont fait abandon à la République d'une journée de leurs appointements pendant le mois d'avril 1848.

— Les huissiers et les garçons de bureau du ministère de l'instruction publique et des cultes ont fait abandon à la République d'une journée de leurs appointements.

— Une députation des Employés du chemin de fer du Nord s'est rendue le dimanche, 2 mars, à l'Hôtel-de-Ville, et a offert au gouvernement provisoire une somme de 7,000 francs, produit d'une cotisation que le personnel de la Compagnie s'est imposée spontanément.

— MM. les Employés du roulage se sont réunis dimanche, à 2 heures, à la douane. Nous n'avons point appris que cette séance ait amené de résultat important.

— Une réunion de MM. les Commis du Commerce de Paris doit avoir lieu jeudi, 6 courant, à huit heures et demie du soir, à la salle Saint-Jean, Hôtel de-Ville.

— Comme nous l'avions annoncé, les Employés des ministères et des autres administrations publiques se sont réunis au palais des Beaux-Arts. Le but de cette association étant de créer une caisse de secours mutuels, et ce but ayant été reconnu à l'unanimité dans cette première assemblée, la seconde aura pour objet la réunion des délégués, le lundi 11 avril, à 8 heures du soir, et l'élection d'un comité central.

— Plusieurs Employés de l'administration centrale du ministère de la marine ont proposé à leurs confrères d'abandonner à l'État un jour de leur solde, dans l'espoir que leur exemple serait suivi par toutes les administrations publiques. Cette proposition paraît devoir être adoptée dans ce ministère, qui n'aura sur les autres, nous l'espérons bien, que l'avantage d'une généreuse initiative. Ce secours ne sera pas sans importance, si tous les fonctionnaires consentent à y contribuer. Un jour de solde de tous les Employés français, de toutes classes, produirait en effet plus d'un million de francs.

— Les clercs d'huissier des études de Paris viennent de se constituer en club au Palais-de-Justice, sous la présidence de M. Rémoiville. « Je vous exhorte « au calme et à la sagesse, a dit le président ; « soyons chacun le législateur de la chose publique ; modifions, mais ne détruisons pas... « La République, ce n'est pas la destruction, c'est « la protection de tous ; elle protégera le maître « et l'ouvrier, le capital et le travail, parce que « ce sont les deux éléments indispensables de la « société. *Vive la République !* »

ANNONCES.

Un Receveur à cheval, en résidence dans l'Ouest, voulant se rapprocher de sa famille, qui habite le Midi, propose une permutation à l'un de ses collègues.

— Un Employé qui peut disposer de quelques heures dans la soirée, désire tenir des écritures.

L'un des Gérants : EL. BRUN.

Paris. — Imp. Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.